

Encadré 1 :

ÉVOLUTION DE LA COMPÉTITIVITÉ PRIX ET COÛTS

Le terme « compétitivité » recouvre une multitude de dimensions et peut faire l'objet de différentes interprétations en fonction du contexte spécifique dans lequel il est utilisé. Néanmoins, la plupart des économistes s'accordent à dire que la compétitivité d'une économie repose sur sa faculté d'assurer de manière durable l'élévation du niveau de bien-être de sa population en favorisant une progression continue de l'activité économique et de l'emploi. Bien que cette capacité dépende de nombreux facteurs (tels que la qualité des infrastructures, l'efficacité de l'administration, le niveau des investissements en recherche et développement, le niveau de compétence de la force de travail, l'esprit d'entreprise animant la population,...), dans cet encadré nous nous concentrons exclusivement sur l'analyse d'un aspect particulier de la compétitivité, à savoir la compétitivité-prix (ou coûts). Cette facette de la compétitivité a l'intérêt d'être assez directement observable et comparable au niveau international, étant donné les nombreuses statistiques dont nous disposons à fréquence élevée. On considère généralement que sur un horizon de court à moyen terme il s'agit d'un des facteurs les plus déterminants pour les performances à l'exportation d'une économie, ce qui est particulièrement primordial pour une petite économie si largement ouverte que celle du Luxembourg.

Les indicateurs de compétitivité calculés par la BCL sont des mesures du taux de change effectif déflaté par différents indicateurs de prix ou de coûts. Ainsi, ces indicateurs comparent les prix/coûts au Luxembourg avec une moyenne pondérée des mêmes prix/coûts dans les principaux pays partenaires du Luxembourg⁵, toujours exprimés dans une devise commune. La pondération attachée à chaque pays partenaire est une fonction de son importance dans les échanges commerciaux du Luxembourg. Cette pondération fait périodiquement l'objet d'une révision pour tenir compte de l'évolution dans le temps de l'orientation géographique des flux du commerce international⁶.

Le graphique 1 ci-dessous présente les indicateurs de compétitivité du Luxembourg prolongés jusqu'en 2014 à l'aide des récentes projections de la BCL et de l'Eurosystème⁷. Pour chacun d'entre eux, une augmentation de la courbe signifie que les prix (ou les coûts) augmentent plus rapidement au Luxembourg que chez ses partenaires, impliquant une détérioration de la compétitivité luxembourgeoise.

Dans le courant de l'année 2011, les indicateurs de compétitivité prix/coûts ont connu une évolution très contrastée. Ainsi, après s'être globalement dégradés au cours du premier semestre, les différents indicateurs ont connu une légère amélioration sur l'ensemble du second semestre de l'année, en raison de la dépréciation marquée de l'euro sur les marchés des changes. Selon les résultats du récent exercice de projection de l'Eurosystème, l'amélioration de la compétitivité ne serait que passagère et les indicateurs de compétitivité devraient globalement renouer avec leur détérioration tendancielle sur l'horizon de projection 2012-2014, à l'exception de l'indicateur déflaté par l'indice des prix à la consommation, qui devrait globalement se stabiliser à partir du second semestre de l'année 2012.

Plus précisément, si l'on considère l'année 2011 dans son ensemble, l'indicateur basé sur les prix à la consommation est globalement demeuré très stable, puisqu'il n'a finalement augmenté que de 0,2% par rapport à son niveau de 2010. La dernière observation disponible (pour le 1^{er} trimestre de 2012) s'inscrit dans la continuité de ce qui a été observé sur l'ensemble du second semestre de 2011, avec une nouvelle baisse sensible de l'indicateur (amélioration de la compétitivité) de l'ordre de 1,7% en rythme annuel. Selon nos projections, après un léger rebond au deuxième trimestre de 2012, l'indicateur devrait globalement se stabiliser sur le reste de la période de projection. Ce scénario implique que l'indicateur reculerait en moyenne annuelle de 1,7% en 2012 (amélioration de la compétitivité) et ne progresserait que très marginalement au cours des deux années suivantes (très légère détérioration de la compétitivité).

5 Pour réaliser cet exercice, 57 pays partenaires sont considérés.

6 La dernière révision des poids a été réalisée sur base des données de commerce international pour les années 2007 à 2009.

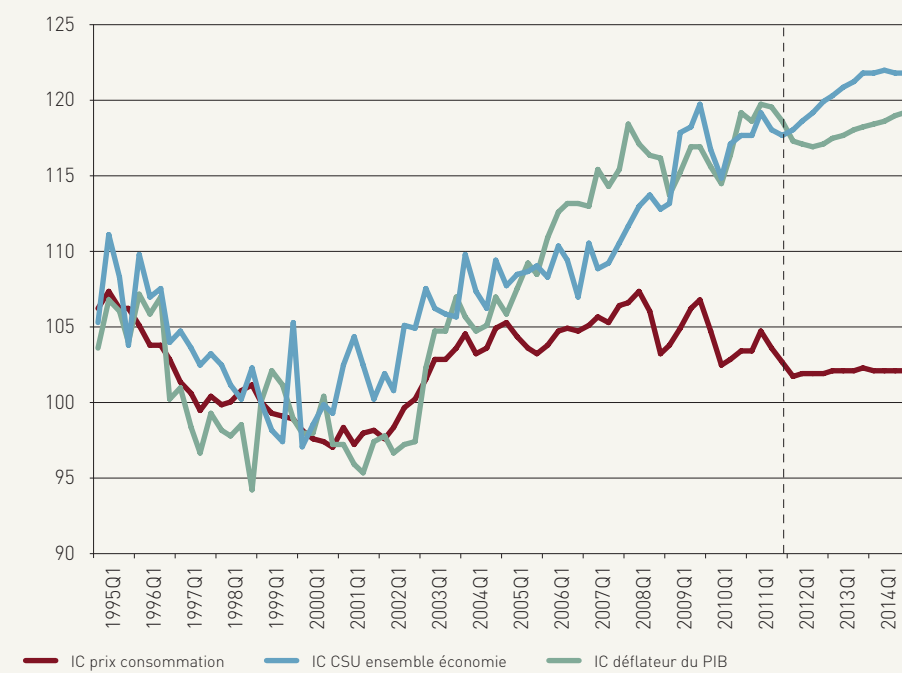
7 Les années 2012-2014 se basent sur les projections des déflatateurs pour les dix-sept pays membres de la zone euro et des hypothèses techniques pour le Royaume-Uni, la Suisse, les États-Unis et le Japon.

L'indicateur basé sur le déflateur du PIB enregistre globalement une détérioration sensible en 2011, augmentant en moyenne de 2,3% par rapport à 2010. Selon nos projections, l'amélioration de l'indicateur entamée en seconde partie d'année 2011 devrait se poursuivre durant une bonne partie de l'année 2012. A partir de la fin de l'année 2012 cependant, l'indicateur devrait retrouver une évolution tendancielle à la hausse, la compétitivité se détériorant ainsi graduellement jusqu'à la fin de la période de projection. En moyenne annuelle, l'indicateur reculerait de 1,7% (gains de compétitivité) en 2012 avant d'augmenter (perte de compétitivité) ensuite à un rythme autour de 0,7% l'an en 2013 et 2014.

L'indicateur basé sur les coûts salariaux unitaires dans l'ensemble de l'économie a affiché une augmentation de 1,4% en moyenne annuelle en 2011. Selon nos projections, la hausse de cet indicateur devrait se poursuivre à l'avenir, avec une croissance annuelle prévue de 0,6% en 2012, 1,8% en 2013 et 0,7% en 2014, équivalant à une perte de compétitivité.

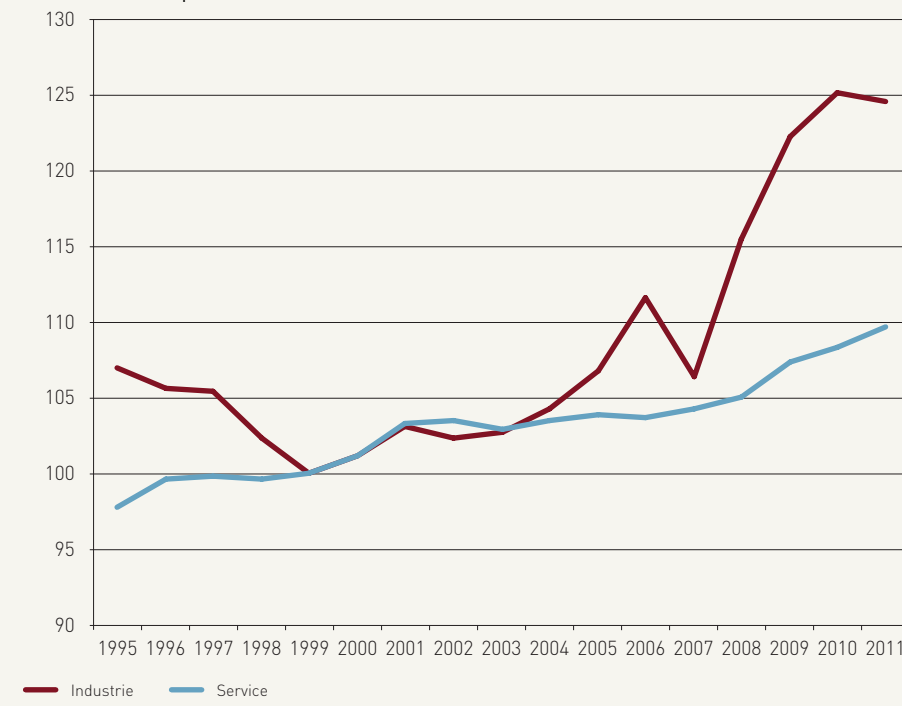
Notons que le comportement des indices de prix et de coûts agrégés au niveau de l'ensemble de l'économie ne reflète probablement pas tout à fait fidèlement l'évolution réelle de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises sur les marchés

Graphique 1
Indicateurs de compétitivité basés sur les prix à la consommation, le déflateur du PIB et les coûts salariaux unitaires (CSU) dans l'ensemble de l'économie (indices 1999 = 100)



Source : Eurosystem, calculs BCL

Graphique 2
Indicateurs de compétitivité sectorielle basés sur les coûts salariaux unitaires (indices 1999 = 100)



Source : Commission européenne, calculs BCL

internationaux. En effet, des indicateurs agrégés de ce type prennent en compte l'ensemble des activités productives de l'économie, y compris celles ne faisant pas l'objet d'échanges commerciaux avec les pays concurrents (les activités du secteur public entre autres). Afin d'avoir une vision plus claire de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, il peut être plus judicieux de se concentrer sur l'évolution des prix (ou des coûts) dans les secteurs les plus largement soumis à la pression du commerce international et de la comparer avec celle observée dans les mêmes secteurs des principales économies concurrentes. Ainsi, le graphique 2 distingue l'évolution des indicateurs de compétitivité basés sur les coûts salariaux unitaires dans le secteur des services de celle observée dans le secteur industriel, qui est traditionnellement davantage exposé à la concurrence internationale⁸. On peut voir sur le graphique 2 qu'au cours de la dernière décennie, la compétitivité-coûts dans le secteur industriel luxembourgeois s'est très fortement, même si l'indicateur relatif à l'industrie s'est légèrement replié (gains de compétitivité) en 2011, sous l'effet d'une progression légèrement moins élevée du salaire moyen que dans les pays partenaires considérés.

⁸ La construction de ces indicateurs est réalisée à partir de la base de données AMECO (Commission européenne) qui est une source différente de celle utilisée pour construire les indicateurs agrégés présentés dans le graphique 1. La base de données AMECO permet de calculer les coûts salariaux unitaires par sous-secteurs mais uniquement sur base annuelle et en considérant un nombre limité de pays partenaires. Les indicateurs sont construits sur base du poids des échanges de marchandises (les données sur les échanges de services étant incomplètes) observés avec un ensemble de dix pays partenaires : Autriche, Belgique, République Tchèque, Allemagne, Danemark, Espagne, Suisse, Italie, Pays-Bas et Suède. D'autres pays font partie de la base AMECO mais les séries dont nous avons besoin pour la construction des indicateurs sont incomplètes (notamment pour la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni).

1.2.2 Le marché du travail

1.2.2.1 L'emploi

Les informations disponibles à l'heure actuelle confirment un revirement de tendance sur le marché du travail. De fait, les plus récentes données définitives font état d'une décélération de la progression annuelle de l'emploi salarié intérieur (emploi total intérieur) à 2,7% (2,6%) en janvier 2012. Par ailleurs, selon des estimations, la croissance de l'emploi salarié aurait ralenti à 1,9% en avril 2012.